

BRUXELLES

SOUS

LA BOTTE ALLEMANDE

par **Charles TYTGAT**

29 mars 1917

La question de la séparation administrative continue de préoccuper vivement ceux que Courteline le premier nomma si drôlement MM. les *ronds-de-cuir* (**Note**). J'ai dit que quelques hauts fonctionnaires s'étaient réunis pour discuter de la situation ; les fonctionnaires subalternes ont suivi cet exemple ou plutôt ils ont prié un certain nombre de personnalités de tous les partis de discuter en leur nom et de se prononcer sur la question de principe : Faut-il rester en fonctions — c'est-à-dire collaborer au moins indirectement à la séparation administrative — ou faut-il donner sa démission ?

Cette espèce de conseil d'arbitrage s'est réuni hier et aujourd'hui ; il groupait 15 ou 16 personnes, au nombre desquelles MM. Louis Franck, Paul-Emile Janson, Vinck, Max Hallet, Bertrand, Alex. Braun, du Bus de Warnaffe, Hanrez, Tibbaut, etc.

Deux courants ont, tout aussitôt, divisé nettement l'assemblée ; M. Franck, appuyé par MM. Vinck, Hallet et Bertrand, a exposé avec force qu'il était du devoir des Belges de se refuser à collaborer

avec l'ennemi : « *Celui-ci n'a d'autre but que la désunion du pays. Lâchons tout, abandonnons tout; les Allemands n'en sortiront jamais à eux seuls ; il leur faudrait une armée de fonctionnaires — de fonctionnaires connaissant le français ou le flamand — pour pouvoir s'en tirer ; ils ne les trouveront pas. Ce sera le gâchis. Tant mieux ! C'est le moyen le plus sûr pour que l'entreprise périsse d'elle-même. Si, au contraire, les Belges y collaborent, ils constitueront la charpente sur laquelle s'appuiera l'oeuvre de désagrégation nationale entreprise par les Allemands. »*

MM. Hanrez, Braun, Janson, Tibbaut, du Bus, étaient d'un avis opposé. Ils ne faisaient aucune difficulté de rendre hommage aux mobiles patriotiques qui animaient M. Franck, mais estimaient qu'il faisait fausse route. Ils disaient : « *Si, du haut en bas de l'échelle administrative, tous les fonctionnaires belges se retirent, ce sera l'anarchie, non seulement pour la durée de l'occupation — ce qui serait un bien — mais pour le moment du retour à la paix. Les Allemands, n'en doutez pas, s'arrangeront pour remplacer partout les organismes belges, Ils le feront fort mal et fort incomplètement ? D'accord. Mais ils le feront dans une mesure suffisante pour amener une désagrégation complète ; nos traditions auront disparu ; tous les fils dont est tissée la trame administrative de notre pays seront coupés ; toutes nos archives, nos documents, seront*

bouleversés. C'est ce que cherchent nos ennemis. Ils ont désorganisé et ruiné déjà le pays au point de vue économique, industriel, politique ; ils cherchent à en agir de même du point de vue administratif ; allons-nous leur faciliter la tâche en nous retirant, en leur laissant libre carrière, alors que notre présence, jointe à une force d'inertie utilisée à bon escient, peut grandement contribuer à entraver leurs projets ? Au surplus, si la thèse de M. Franck était la bonne, elle ne devrait subir aucune exception et devrait être appliquée également à la magistrature ; or, qui assumerait, sans y être contraint, la responsabilité de livrer les Belges à la seule « justice » allemande ? Et l'arbitraire, l'injustice, ne sont-ils pas à redouter dans les divers domaines administratifs autant que dans le domaine judiciaire ? »

La discussion se poursuivit fort courtoise et très à fond, pendant deux jours. A noter un petit incident qui prouve que, chez d'aucuns, les soucis politiques surnagent encore.

M. Hallet, soutenant la thèse, très défendable, certes, de ceux qui prétendaient qu'il fallait s'en aller avec fracas, eut cette exclamation malheureuse :

- Ceux qui veulent conserver l'armature belge, ne sont animés que par des soucis d'argent et de conservatisme !

Eh non, citoyen, ils ne sont animés que par des sentiments patriotiques et, s'ils avaient voulu

être méchants, ils vous auraient répliqué que, chez eux, le patriotisme n'a pas attendu l'année 1914 pour se manifester ...

Cet incident n'a d'ailleurs troublé en rien la bonne harmonie de la réunion, qui a décidé de s'en tenir à un moyen terme : les fonctionnaires, jusqu'au grade de directeur inclus, s'en iraient ; les petits employés resteraient.

Cela me paraît sage.

* * *

De leur côté, les secrétaires généraux de nos divers départements sont arrivés à une conclusion analogue. Tout le haut personnel s'en ira, jusqu'au grade de directeur inclus. Ils ne démissionneront pas en bloc pour éviter aux Boches la joie de les arrêter en vertu de je ne sais plus quelle ordonnance relative aux complots, mais lâcheront la partie « *par cascade* », à mesure que seront atteints par la séparation administrative les divers services auxquels ils appartiennent.

(pages 276-279)

<http://uurl.kbr.be/1008367?bt=europeanaapi>

Notes de Bernard GOORDEN.

Voyez ce qu'en disent en dates des 25 et 31 mars Louis GILLE, Alphonse OOMS et Paul DELANDSHEERE dans ***50 mois d'occupation allemande*** :

<http://www.idesetautres.be/upload/19170325%2050%20MOIS%20OCCUPATION%20ALLEMANDE.pdf>

Georges COURTELINE ; **Les ronds-de-cuir** (1891 ; tableaux-roman de la vie de bureau ; préface de Marcel SCHWOB) ; Paris, Librairie Marpon & Flammarion ; 1893 :

<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5445876h>